



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 Email bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

COMMUNAUTE RURALE DE SANDIARA

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013

RAPPORT FINAL

(juillet 2015)



Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics(ARMP)
Rue Alpha HachamiyouTall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Communauté Rurale de Sandiara pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Communauté Rurale de Sandiara avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après:

-

1. Réserves

- a) l'examen de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix portant sélection d'un prestataire pour la réalisation, en deux lots, des travaux de construction de deux salles de classes à Soukhème 2 et à Samane, de deux autres salles pour les jardins de NdioukKood et NdioukThiarokh attribué à **SENEPRES** pour un montant total de **19 994 445 F CFA TTC** a permis d'identifier les non-conformités ci-après :
- la Commission des Marchés n'a pas dressé de rapport d'évaluation technique des offres ; lesdites offres ont été examinées exclusivement au regard des prix proposés par les soumissionnaires. L'examen du contenu des offres a permis de constater que les quantités proposées par deux des trois soumissionnaires (25 tables-bancs pour SENEPRES et DESBAT) au titre de l'équipement des salles de classe dans la rubrique des tables-bancs sont différentes de celle proposée par le troisième candidat (COGEDISCO). En l'absence du Cadre du Devis Quantitatif Estimatif (DQE), il subsiste une incertitude sur la quantité exacte à retenir au titre de cette rubrique. Nonobstant l'incertitude ci-avant mentionnée, il y'a lieu, pour la comparaison des offres, de procéder à l'ajustement de l'offre de COGEDISCO qui a proposé 20 tables-bancs contre 25 pour les autres soumissionnaires. Sous ce rapport, il convient de signaler qu'au regard de son intitulé, la DRP portait uniquement sur les travaux de construction ; il est curieux de constater que tous les soumissionnaires ont proposé dans leurs offres, en plus des travaux de construction, l'équipement des salles de classes. Les modalités de transmission de cette information aux candidats ou de modification du Dossier d'Appel à la Concurrence ne sont pas renseignées dans le dossier de marché mis à notre disposition. Le non-respect du parallélisme des formes dans la communication des informations relatives au DAC ou des éventuelles modifications qui y ont été apportées est contraire au principe de transparence et viole le principe d'égalité de traitement des candidats.
 - l'examen du contenu des offres présentées par les trois soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion laissant entrevoir que les candidats consultés ont parties liées ; il s'agit d'une entorse au principe de transparence des procédures.
 - l'examen des pièces de marché a permis de noter de nombreuses incohérences dans les dates d'établissement des différents documents de passation de ce marché; ainsi le procès-verbal d'attribution du lot N° 2 est daté du 14 mai 2013 soit antérieurement au 28 mai 2013 correspondant à la date d'ouverture des offres et d'établissement du procès-verbal y relatif. Cette procédure de consultation marquée par les signes de collusion ci-avant mentionnés semble avoir été organisée pour régulariser un marché déjà attribué.

b) l'examen **des demandes de cotation** a permis de noter la récurrence de la consultation conjointe de trois prestataires (BARI SOLO, NGOR NDIAYE, SEYDOU SAMAKE) dont deux (NGOR NDIAYE et SAMAKE) se partagent, à tour de rôle, les marchés attribués. Les liasses de paiement mises à notre disposition ne comprennent pas toujours les factures pro-forma présentées par les soumissionnaires qui participent aux différentes procédures de demande de cotation sous revue. Ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité des offres aux spécifications des DRP et sur la transparence des procédures notamment par l'examen du contenu des offres. Il s'y ajoute que les procès-verbaux de réception sont pour la plupart des cas signés uniquement par le Président du Conseil Rural qui réceptionne les fournitures hors la présence d'une Commission de Réception qui doit être mise en place à cet effet. Ce cumul de fonctions incompatibles est une entorse au principe de transparence en ce qu'il ne permet pas un contrôle réciproque des opérations susceptible de déceler les erreurs ou anomalies éventuelles dans la mise en œuvre d'une procédure.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- le dossier de marché mis à notre disposition pour la DRP relative aux travaux de construction des salles de classe ci-avant mentionnés ne comprend pas les copies des lettres d'invitation à soumissionner, des lettres d'information des candidats évincés du rejet de leurs offres, du contrat de base et de la lettre de notification du marché. Ces insuffisances dans le classement et l'archivage des documents de passation de marché résultent d'une insuffisante appropriation des instructions de l'ARMP en la matière.
- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux marchés attribués aux termes de la mise en œuvre des procédures de Demandes de Renseignements et de Prix pour publication sur le site des marchés publics conformément aux dispositions de l'article 78-3-b du CMP.
- la Cellule de Passation des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour se conformer aux dispositions de l'article 143 du CMP et ne l'a a fortiori pas transmis à la DCMP et à l'ARMP. Le rapport annuel doit être préparé et bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des

interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

Ibra Guèye
Associé

SOMMAIRE

	Pages
	7
1	8
1.1	9
1.2	10
2.	14
3.	16
3.1	17
3.1.1	17
3.1.2	17
3.1.3	18
3.1.4	18
3.1.5	19
3.1.5.1	19
3.1.5.2	19
3.1.6	19
3.1.7	19
3.2	19
3.2.1	19
3.2.2	21
3.2.3	22
3.2.4	27
3.3	35
3.4	36
3.4.1	36
3.4.2	36
3.4.3	36
4.	37
5.	42
6.	43
7.	48
7.1	49
7.2	51

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
CR	Communauté Rurale
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PCR	Président du Conseil Rural
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement ces marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION

1.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2013 afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion est formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apporte un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous avons apprécié la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous avons passé en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et avons déduit en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous sommes appuyés autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

1.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2013, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous avons procédé, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce

contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

SECTION 2
ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

SECTION 2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.

SECTION 3
SYNTHESE DE LA REVUE

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de la Communauté Rurale de Sandiara

La Communauté Rurale de SANDIARA est composée de 24 villages et compte une population de trente mille habitants.

La Communauté Rurale de Sandiara, en tant que démembrement de l'Etat, s'est inscrit en droite ligne du Sénégal émergent, avec vingt-sept (27) projets majeurs et dix-sept (17) réformes à opérer.

En effet, le Plan SANDIARA ÉMERGENT (postérieur à l'exercice sous revue), a été lancé le 13 Avril 2014, avec douze (12) projets pour la période 2015-2025, dont les huit (8) sont bouclés et les quatre (4) en phase d'études ou de recherche de financement. D'ailleurs, la première usine de fabrication de matériel de BTP a été inaugurée, à cette occasion, pour un investissement prévu de 3,5 milliards.

Le démarrage de l'électrification rurale des 24 villages est effectif ainsi que les travaux de la zone industrielle de la localité d'une superficie de 50 hectares, pouvant accueillir, jusqu'à cinquante (50) usines, pour un objectif de création de dix (10) mille emplois.

Cinq (5) demandes d'implantation d'usines ont été reçues par les autorités municipales de Sandiara, avec des investisseurs suisses, américains et hollandais, sans compter les investisseurs nationaux.

Le Plan SANDIARA ÉMERGENT comprend aussi la création d'un lycée d'enseignement technique et de formation professionnelle, dont la première pierre a été posée, pour un coût de 7 milliards.

Il y'a également le projet de construction de la nouvelle ville avec 200 logements, une gendarmerie, un centre commercial et artisanal, pour un investissement de 3,5 milliards, avec l'accompagnement de la BHS.

D'autres projets sont également concernés, dont un forage de 800 à 1000 m³ par jour, qui va être connecté sur le réseau de la SDE. La construction de pistes rurales est également prévue.

3.1.2 Commission des marchés

Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés de la Communauté Rurale de Sandiara, qui doit être mise en place conformément aux dispositions de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés n'ont pas été mis à notre disposition.

Nous avons noté que la commission de réception n'a pas non plus été mise en place et que les procès-verbaux de réception sont généralement signés uniquement par le PCR qui réceptionne les fournitures hors la présence d'une Commission de Réception qui doit être mise en place à cet effet.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

Les actes de nomination de la Cellule de Passation des Marchés qui doit être mise en place en application des dispositions de l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics n'ont pas été mis à notre disposition.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour se conformer aux dispositions de l'article 143 du CMP et les transmettre à la DCMP et à l'ARMP. Les rapports trimestriels de même que leurs supports de transmission à la DCMP et à l'ARMP n'ont pas été non plus mis à notre disposition.

Nous précisons que le rapport annuel à préparer par la Cellule de Passation des Marchés doit être bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

La revue des marchés a permis de noter plusieurs manquements relatifs aux déficiences dans le classement et l'archivage des documents de marché,, au non-respect du formalisme requis pour l'information des candidats évincés au terme de la procédure d'attribution, au non-respect des dispositions de l'article 78-3-b du CMP relatif à l'obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux marchés attribués par DRP pour publication sur le site des marchés publics...

3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés a été établi conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

Le support de publication de l'AGPM n'a pas été mis à notre disposition. La transmission de l'AGPM doit être attestée par un bordereau d'envoi ou de transmission à la DCMP conformément aux termes de l'article 6 du CMP.

3.1.6 Archivage des dossiers

Nous avons noté une forte déficience dans le classement et l'archivage des pièces de marchés. Ainsi, les offres relatives aux demandes de cotation sous revue n'ont pas été retrouvées, les lettres d'invitation à soumissionner non plus...

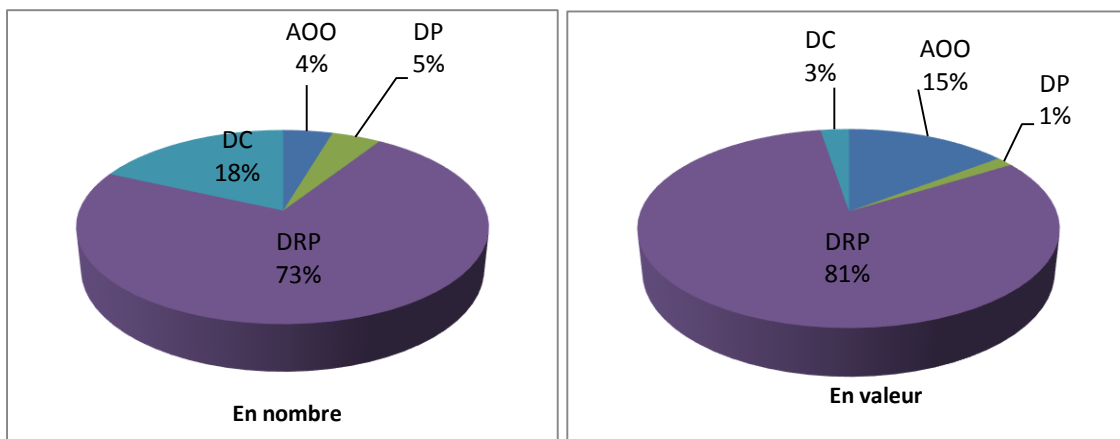
Il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012, il appartient aux Autorités Contractantes en particulier à la Cellule de Passation des Marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services. Nous avons noté de nombreuses déficiences dans le classement et l'archivage des pièces de marchés comme l'attestent les limitations évoquées dans l'opinion.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

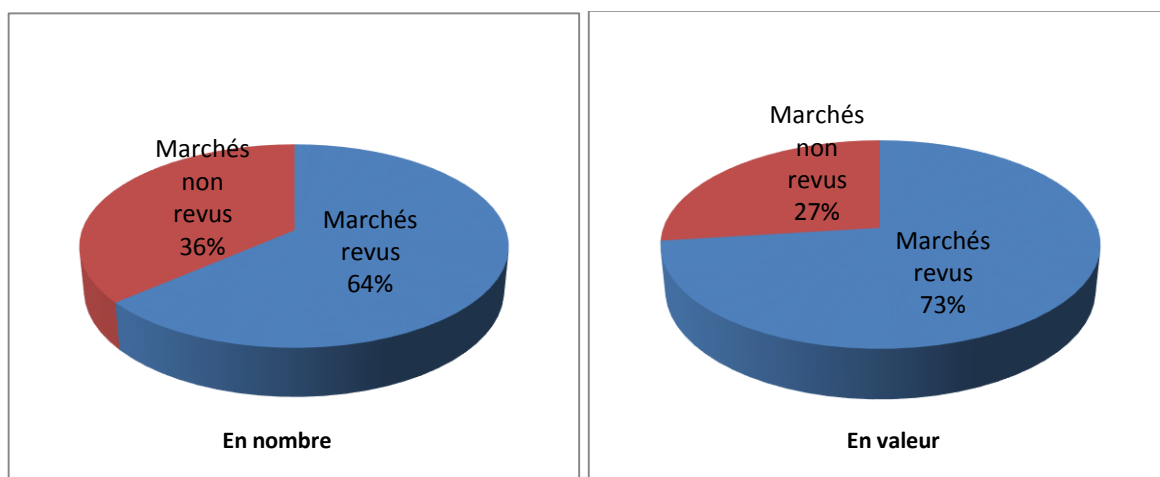
3.2.1 Échantillon

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

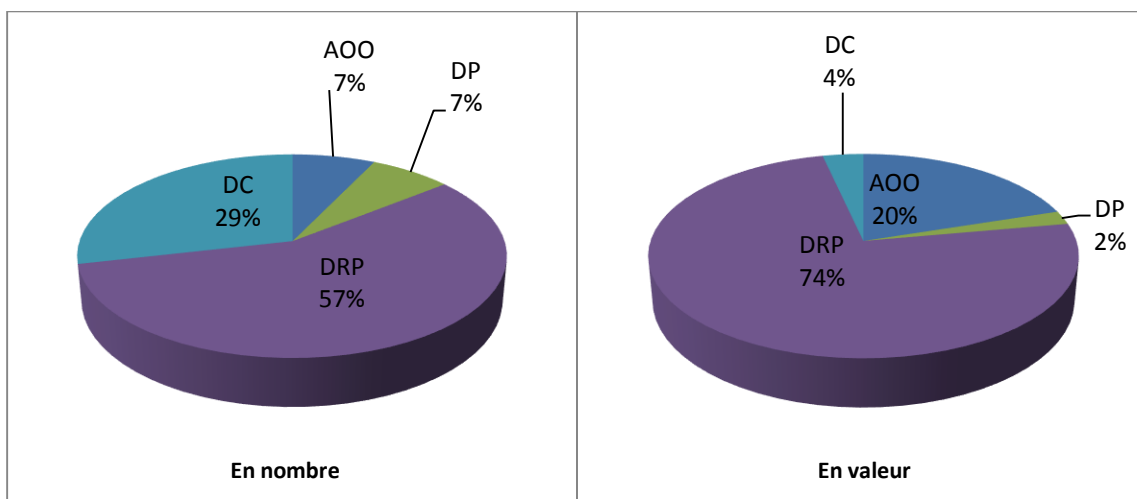
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	49 836 439	1	49 836 439	100,00%	100,00%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	1	5 321 800	1	5 321 800	100,00%	100,00%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	16	276 656 384	8	184 806 289	50,00%	66,80%
Demande de Cotation (DC)	4	8 742 000	4	8 742 000	100,00%	100,00%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	22	340 556 623	14	248 706 528	63,64%	73,03%



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à la Communauté Rurale

de Sandiara

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Communauté Rurale de SANDIARA sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNAUTE RURALE DE SANDIARA EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMF			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès-verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	≥60	≥35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥30	≥25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥35

3.2.3 Marchés conclus par DRP

<p align="center">DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX N° 01/13 SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSES ET LA REHABILITATION DE BATIMENTS EN DEUX (02) LOTS</p> <p>LOT N° 1 : CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSE A SOUKHEME ET SAMANE</p> <p>LOT N° 2 : CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSE POUR LES JARDINS DE NDIOUCKKOD ET NDIOUCKTHIAROKH</p>		
Date des lettres d'invitation	Il est indiqué dans l'avis de demande de renseignements et de prix, que les entreprises désireuses de soumissionner peuvent se procurer le dossier de la DRP pendant la période allant du 13 au 27 mai 2013	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	28 mai 2013 à 10 heures	
Délai de préparation des offres	14 jours	
Date d'attribution	Lot 1 : 15 juin 2013 Lot 2 : 14 mai 2013	
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	Non transmises	
Date de souscription du contrat	-	
Date d'approbation du contrat	-	
Date de notification du marché	25 juillet 2013	
Date d'enregistrement du contrat	-	
Délai d'exécution	Deux (02) mois à partir de la date de réception de l'ordre de service soit 60 jours	
Fournisseurs consultés	Trois (03) : SENEPRES ; DESBAT ; COGEDISCO	
Nombre d'offres reçues	Trois (03) : SENEPRES ; DESBAT ; COGEDISCO	
Attributaires	SENEPRES	
Lots	N°1	N°2
Montants TTC	11 992 658	8 001 860

Invitation des candidats	Un affichage public a été fait, invitant les fournisseurs au retrait du dossier du 13 au 27 mai 2013
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Non transmis
Examen de l'exécution du marché et du contrat	Un procès-verbal de constat d'avancement des travaux a été dressé le 06 décembre 2013 avec un taux d'exécution des travaux combinés de 32,75% pour des travaux qui devraient être livrés 60 jours après la notification de l'ordre de service qui est du 20 août 2013.
Non conformités	<p>Les lettres de convocation des membres de la commission des marchés aux séances d'ouverture des offres et de validation du rapport d'évaluation ne sont pas classées dans le dossier de marché mis à notre disposition. Ces convocations doivent être établies conformément aux dispositions de l'article 39 du Code des Marchés Publics.</p> <p>Le cahier des charges annexé au Dossier d'Appel à la Concurrence mis à notre disposition ne comprend pas de cadre du devis quantitatif estimatif ; en l'absence de ce DQE, il n'est pas possible de s'assurer que les quantités figurant dans les offres des soumissionnaires correspondent bien à celles du DQE. Sous ce rapport, nous notons que tous les candidats ont coté dans leurs offres le prix des équipements des salles de classe alors qu'au vu de la DRP, les prestations ne portent que sur la contraction des salles de classes. Ainsi, nous avons noté une différence dans les quantités proposées par les soumissionnaires sur la rubrique table-bancs ; le DQE aurait permis, au moment de l'évaluation et de la comparaison des offres de faire les ajustements nécessaires pour comparer les offres.</p> <p>La Commission des Marchés n'a pas établi de rapport d'évaluation en bonne et due forme; la comparaison des offres a été faite exclusivement sur la base des prix proposés par les soumissionnaires.</p> <p>L'examen du dossier, nous a permis de constater que le procès-verbal d'attribution provisoire du LOT 1 (Construction de deux salles de classe Soukhème 2 et Samane) attribué à l'entreprise SENEPRES pour un montant de 11 992 658 F CFA n'est ni signé, ni daté.</p> <p>L'examen desdits procès-verbaux d'attribution nous a permis de constater que la date d'attribution du lot N°2</p>

	<p>(14 mai 2013) est antérieure à la date limite de dépôt des offres (28 mai 2013). Cette attribution a eu lieu le lendemain de la retenue pour la transmission des Dossiers d'Appel à la Concurrence aux candidats souhaitant participer à cette mise en concurrence (13 mai 2013).</p> <p>L'examen du contenu des offres a permis de constater que les quantités proposées par deux des trois soumissionnaires (25 tables-bancs pour SENEPRES et DESBAT) au titre de l'équipement des salles de classe dans la rubrique tables-bancs sont différentes de celles proposées par COGEDISCO. En l'absence du Cadre du Devis Quantitatif Estimatif (DQE), il subsiste une incertitude sur la quantité exacte à retenir. Nonobstant cette incertitude ci-avant mentionnée, il conviendrait, pour la comparaison des offres, de procéder à l'ajustement de l'offre de COGEDISCO qui a proposé 20 tables-bancs. Sous ce rapport, il y'a lieu de signaler que la DRP portait uniquement sur les travaux de construction ; il est curieux de constater que tous les soumissionnaires ont proposé dans leurs offres l'équipement des salles de classes. Les modalités de transmission de cette information aux candidats ou de modification du Dossier d'Appel à la Concurrence ne sont pas renseignées dans le dossier mis à notre disposition.</p> <p>L'examen du contenu des offres présentées par les trois soumissionnaires a permis de constater de nombreuses similitudes laissant ainsi entrevoir une collusion entre les candidats consultés qui semblent avoir partie liée ; cette pratique constitue une entorse au principe de transparence des procédures et viole les règles de saine concurrence.</p> <p>Des incohérences ont été notées dans les dates d'établissement de plusieurs documents de marché ; à titre d'exemple, nous avons relevé que la décision d'attribution du marché objet du lot N° 2 a été prise le 14 mai 2013 soit bien avant la date limite de dépôt des offres fixée au 28 mai 2013 dans la lettre d'invitation à soumissionner. La procédure de DRP semble avoir été mise en œuvre pour régulariser un marché déjà attribué. La notification de l'attribution tout comme l'information des candidats évincés sur les lots N° 2 et N°1 sont intervenues respectivement quatre et cinq mois après la décision d'attribution des marchés. Ce délai est anormalement long et n'est pas en phase avec les exigences de célérité et d'efficacité dans la mise en</p>
--	--

	<p>œuvre des procédures de passation des marchés publics. Nous rappelons également que l'information des candidats non retenus permet à ces derniers de pouvoir exercer leur droit en cas d'éventuel recours.</p> <p>Le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas les copies des lettres d'invitation à soumissionner, du contrat de base et de la lettre de notification du marché.</p> <p>Ces insuffisances dans le classement et l'archivage des documents de passation de marché résultent d'une insuffisante appropriation des instructions de l'ARMP en la matière.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux marchés attribués aux termes de la mise en œuvre des procédures de Demandes de Renseignements et de Prix pour publication sur le site des marchés publics conformément aux dispositions de l'article 78-3-b du CMP.</p> <p>Le contrôle de l'exécution de ce marché a permis de noter un retard dans la livraison des travaux censés être exécutés dans un délai de soixante jours à compter de la date de notification de l'ordre de service du 20 août 2013. La fin des travaux était par conséquent prévue le 20 octobre 2013. Nous avons noté qu'à la date du 6 décembre 2013, lesdits travaux étaient exécutés à hauteur de 32,75%. Les pénalités de retard n'ont pas été décomptées au vue des pièces du dossier de marché mis à notre disposition.</p> <p>Les pièces justificatives de règlement n'ont pas été mises à notre disposition.</p> <p>Au regard des nombreuses pièces justificatives de la procédure d'attribution non classées dans le dossier, il convient de noter que l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012, il appartient aux autorités contractantes en particulier la Cellule de Passation des Marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs au marché public passés par les différents services.</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions de l'article 6 du CMP relatif au délai de publication du PPM et de l'AGPM ;

	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3.b relatif à l'information à la DCMP et à la publication sur le site de l'ARMP ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

3.2.4 Marchés passés par demande de cotation

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE COTATIONS				
	DC N°1 : ENTRETIEN DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	DC N°2 : ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES	DC N°3 : ACQUISITION DE CIMENT ET DE FER POUR DE GROSSES REPARATION PONTS ET PASSERELLES	DC N°4 : ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU	DC N°5 : COUPES – RECOMPENSES ET PRIX
Date de saisine des fournisseurs	Le 20 janvier 2013	-	-	-	Le 13 mai 2013
Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres	Le 05 février 2013	Le 14 juin 2013	Le 03 juillet 2013	Le 03 juillet 2013	Le 06 juin 2013
Délai de préparation des offres	16 jours	-	-	-	24 jours
Date d'évaluation et d'attribution	-	-	-	-	-
Date de notification d'attribution	Pas de notification d'attribution	-	-	-	-
Date de souscription	-	-	-	-	-
Date d'approbation	-	-	-	-	-
Date de signature du contrat	-	BC du 14 juin 2013	BC n°1 du 08 juillet 2013	BC n°01 du 08 juillet 2013	-

Date d'enregistrement	-	-	-	-	-
Délai d'exécution		-	-	-	-
Fournisseurs consultés	La consultation est faite par affichage dans les bureaux du Conseil Rural				
Nombres d'offres reçues :	Quatre offres reçues : - Entreprise Feu Kéba Mbaye pour un montant de 1 554 000 F CFA TTC - EGEPP pour un montant de 1 675 600 F CFA TTC - E.LEC.C.C pour un montant de 1 703 000 F CFA TTC - ABDOULA YE DIOP/MBOUR pour un montant de 1 498 600 F CFA TTC	Quatre offres reçues : - F.B.I pour un montant de 860 000 F CFA TTC - Moctar Ndour pour un montant de 862 500 F CFA - GIE F.K pour un montant de 900 000 F CFA TTC - NGOR NDIAYE pour un montant de 825 000 F CFA TTC	Trois offres reçues : - BARI SOLO pour un montant de 1 025 000 F CFA TTC - NGOR NDIAYE pour un montant de 1 125 000 F CFA TTC - SEYDOU SAMAKE pour un montant de 1 000 000 F CFA TTC	Trois offres reçues : - BARI SOLO pour un montant de 850 000 F CFA - NGOR NDIAYE pour un montant de 835 000 F CFA - SEYDOU SAMAKE pour un montant de 800 000 F CFA	Quatre offres reçues : - FBI pour un montant de 1 023 000 F CFA - MATAR NDOUR pour un montant de 1 080 000 F CFA - GIE FEDDALI KOLERE pour un montant de 1 080 000 F CFA - NGOR NDIAYE pour un montant de 1 000 000 F CFA
Attributaires	ABDOULAYE DIOP / MBOUR	NGOR NDIAYE	SEYDOU SAMAKE		NGOR NDIAYE

Montant du marché en F CFA	1 498 600	825 000	1 000 000	800 000	1 000 000
Invitation des candidats	Il est noté que l’affichage est le mode par lequel les fournisseurs sont invités à prendre part au marché. L’article 79 du CMP permet aux Communautés Rurales et aux Communes d’utiliser des procédures allégées notamment en matière de publicité et d’établissement du cahier des charges.				
Non conformités	<p>Au regard des pièces justificatives soumises, nous avons noté un problème d’archivage des documents. En effet, certains documents nous permettant de pouvoir émettre une opinion au regard du principe de transparence et de libre accès à la commande publique ne nous ont pas été transmises. Parmi ces documents nous pouvons citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le bordereau quantitatif - Les offres des candidats <p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis, ce qui est une violation de l’article 78.2 du CMP et de la circulaire n°004. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l’achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu’au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;</p> <p>Il convient de noter qu’aux termes l’article 1 de l’arrêté n°12783 du 26 décembre 2012, il appartient aux autorités contractantes en particulier la Cellule de Passation de Marchés de veiller au classement et à l’archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p> <p>DC N°1 :</p> <p>Il a été noté que certains documents à savoir le procès-verbal d’ouverture des plis, le procès-verbal de réception définitive n’ont pas été signés par les membres des différentes commissions siégeant à cet effet. Il en est de même pour la facture n°01/2013 qui n’a pas été signée par le fournisseur.</p> <p>DC N°3 :</p>				

	Un bordereau détaillé des mandats délivré pour un montant total de 4 800 000 F CFA a été joint à la liasse sans pour autant, que les pièces justificatives transmises ne fassent état d'une acquisition d'un montant de 1 000 000 F CFA.
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 78.2 du CMP sur la notification des lettres de rejet aux différents candidats ;</p> <p>Respecter les dispositions de l'article 78.3.b) du CMP relatif à la transmission des marchés à la DCMP, pour publication ;</p> <p>Se conformer à la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	OPERATIONS PASSES PAR DEMANDE DE COTATIONS				
	DC N°6 : ACHAT DE MANUELS SCOLAIRES	DC N°7 : ACHAT DE DENREES ALIMENTAIRES	DC N°8 : ACHAT DE CARTES DE CONTROLE	DC N°9 : ACHAT DE DENREES ALIMENTAIRES	DC N°10 : TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU
Date de saisine des fournisseurs	-	-	Le 20 février 2013	Le 20 mars 2013	-
Date limite de dépôt et d'ouvertures des offres	Le 07 octobre 2013	Le 03 octobre 2013	Le 05mars 2013	Le 05 avril 2013	Le 08 juillet 2013
Délai de préparation des offres	-	-	13 jours	16 jours	-
Date d'évaluation et d'attribution	-	-	-	-	-
Date de notification d'attribution	Pas de notification d'attribution	-	-	-	-
Date de souscription	-	-	-	-	-
Date d'approbation	-	-	-	-	-
Date de signature du contrat	BC du 13 octobre 2013	-	BC n°0010 du 07 mars 2013	BC n° 0029 du 02 avril 2013	BC n°01 du 14 juillet 2013

Date d'enregistrement	-	-	-	-	-
Délai d'exécution	-	-	-	-	-
Fournisseurs consultés	La consultation est faite par affichage dans les bureaux du Conseil Rural.				
Nombres d'offres reçues :	Trois offres reçues : - G.I.E FADDALI KOLERE pour un montant de 2 418 000 F CFA - NGOR NDIAYE pour un montant de 2 336 000 F CFA - MATAR NDOUR pour un montant de 2 420 000 F CFA	Trois offres reçues : - Mme TOURE fatou Binetou DIOUF pour un montant de 1 433 000 F CFA - Seydou SAMAKE pour un montant de 1 300 000 F CFA - Ngor NDIAYE pour un montant de 1 366 500 F CFA	-	Quatre offres reçues : - NGOR NDIAYE pour un montant de 1 575 000 F CFA - MAREME KANE pour un montant de 1 650 000 F CFA - GTN pour un montant de 1 600 000 F CFA - SEYDOU SAMAKE pour un montant de 1 500 000 F CFA	Quatre offres reçues : - FBI pour un montant de 2 012 000 F CFA - MATAR NDOUR pour un montant de 2 023 000 F CFA - NGOR NDIAYE pour un montant de 1 080 000 F CFA - NGOR NDIAYE pour un montant de 2 000 000 F CFA - GIE FEDELIKOLERE pour un montant de 2 100 000 F CFA
Attributaires	NGOR NDIAYE / MBOUR	SEYDOU SAMAKE	NGOR NDIAYE	SEYDOU SAMAKE	NGOR NDIAYE
Montant du marché en F CFA	2 336 000	1 300 000	1 000 000	1 500 000	2 000 000

Invitation des candidats	Il est noté que l’affichage est le mode par lequel les fournisseurs sont invités à prendre part au marché.
Non conformités	<p>Des signes de régularisation proscrite par l’article 44 du COA, ont été constatés sur la DRP relatif à l’achat de denrées alimentaires attribué à Seydou Samaké pour un montant de 1 500 000 F CFA TTC. En effet, le bon de commande a été établi le 02 avril 2013, donc antérieurement à l’ouverture qui était prévue le 05 Avril 2013. D’ailleurs, les deux procès-verbaux d’ouverture classés dans le dossier sont datés des 06 et 08 avril 2013. Il a été constaté la récurrence de la consultation des prestataires NGOR NDIAYE et SEYDOU SAMAKE qui se partagent à tour de rôle les marchés.</p> <p>Les dossiers de paiement qui nous ont été transmis, ne nous ont pas permis de nous prononcer sur la conformité de la procédure. Notons que les factures pro-forma et les bordereaux quantitatifs n’ont pas été joints.</p> <p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans les dossiers qui nous ont été transmis, alors qu’il s’agit d’une exigence de l’article 78.2 du CMP et de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l’achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu’au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure.</p> <p>Les pièces de règlement n’ont pas été transmises.</p> <p>Il convient de noter qu’aux termes de l’article 1 de l’arrêté n°12783 du 26 décembre 2012, il appartient aux autorités contractantes en particulier la Cellule de Passation de Marchés de veiller au classement et à l’archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l’article 78.2 du CMP sur la notification des lettres de rejet à adresser aux différents candidats ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l’article 78.3.b) du CMP relatif à la transmission des marchés à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics ;</p> <p>Se conformer à la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p>

	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Aucun justificatif de règlement pour l'ensemble des marchés soumis à notre revue n'a été classé dans les dossiers de passation.
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Il conviendrait de demander à l'autorité contractante de veiller au classement des justificatifs de paiement, dans les dossiers remis aux auditeurs.

3.4 Constats relatifs à l’audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1 Sélection

3.4.2 Travaux effectués

3.4.3 Résultats

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L’EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L’EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

SECTION 4
SYNTHESE DES NONS CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DESRECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les non conformités récurrentes ci-après, ont été notées sur les procédures de DRP :

- Il a été constaté la récurrence de la consultation des prestataires NGOR NDIAYE et SEYDOU SAMAKE qui se partagent à tour de rôle les marchés.
- Un véritable problème d'archivage des documents a été remarqué. Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°12783 du 26 décembre 2012, il appartient aux autorités contractantes en particulier la Cellule de Passation de Marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.
- Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans les dossiers qui nous ont été transmis, ce qui est une violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure.
- Il convient de noter que les marchés n'ont fait l'objet de transmission pour information à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP.
- En sus des points ci-avant notés, la DRP N° 01/13 - Sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux de construction de salles de classes, réhabilitation de bâtiments en deux (02) lots : LOT N° 1 - Construction de deux salles de classe à Soukhème et Samane ; LOT N° 2 : Construction de deux salles de classe pour les jardins de NdiouckKood et NdiouckThiarokh attribué à SENEPRES pour 11 992 658 F CFA pour le LOT 1 et 8 001 860 F CFA pour le LOT 2, a été marquée par les non conformités ci-après :.

- La matérialité de la convocation des membres de la commission n'a pas été constatée en violation des dispositions de l'article 39 du CMP.
- Le cahier des charges annexé au Dossier d'Appel à la Concurrence mis à notre disposition ne comprend pas de cadre du devis quantitatif estimatif ; en l'absence de ce DQE, il n'est pas possible de s'assurer que les quantités figurant dans les offres des soumissionnaires correspondent bien à celles du DQE. Sous ce rapport, nous notons que tous les candidats ont coté dans leurs offres le prix des équipements des salles de classe alors qu'au vu de la DRP, les prestations ne portent que sur la contraction des salles de classes. Sous ce rapport, nous avons noté une différence dans les quantités proposées par les soumissionnaires sur la rubrique table-bancs ; le DQE aurait permis, au moment de l'évaluation et de la comparaison des offres de faire les ajustements nécessaires pour comparer les offres.
- La Commission des Marchés n'a pas établi de rapport d'évaluation en bonne et due forme; la comparaison des offres a été faite exclusivement sur la base des prix proposés par les soumissionnaires.
- L'examen des pièces administratives requises aux articles 43 et 44 du CMP en application de l'article 45 du CMP aurait dû être fait au stade de l'examen préliminaire. Ainsi, nous avons noté une confusion entre l'examen préliminaire et la vérification des critères de qualification qui doit être fait ex-post car ayant trait à la capacité technique et financière des candidats.
- Comme indiqué ci-avant, l'examen du contenu des offres a permis de constater que les quantités proposées par deux des trois soumissionnaires (25 tables-bancs pour SENEPRES et DESBAT) au titre de l'équipement des salles de classe dans la rubrique tables-bancs sont différentes de celles proposées par COGEDISCO. En l'absence du cadre du Devis Quantitatif Estimatif (DQE), il subsiste une incertitude sur la quantité exacte à retenir. Nonobstant cette incertitude ci-avant mentionnée, il conviendrait, pour la comparaison des offres, de procéder à l'ajustement de l'offre de COGEDISCO qui a proposé 20 tables-bancs. Ainsi, il y'a lieu de signaler que la DRP portait uniquement sur les travaux de construction ; il est curieux de constater que tous les soumissionnaires ont proposé dans leurs offres l'équipement des salles de classes. Les modalités de transmission de cette information aux candidats ou de modification du Dossier d'Appel à la Concurrence ne sont pas renseignées dans le dossier mis à notre disposition.
- L'examen du contenu des offres présentées par les trois soumissionnaires a permis de constater de nombreuses similitudes laissant ainsi entrevoir une collusion entre les candidats consultés qui semblent avoir partie liée ; cette pratique constitue une entorse au principe de transparence des procédures et viole les règles de saine concurrence.
- Des incohérences ont été notées dans les dates d'établissement de plusieurs documents de marché ; à titre d'exemple, nous avons relevé que la décision d'attribution du marché objet du lot N° 2 a été prise le 14 mai 2013 soit bien avant la date limite de dépôt des offres fixée au 28 mai 2013 dans la lettre d'invitation à soumissionner. La procédure de DRP semble avoir été mise en œuvre pour régulariser un marché déjà attribué. La notification de l'attribution tout comme l'information des candidats évincés sur les lots N° 2 et N°1 sont intervenues respectivement quatre et cinq mois après la décision d'attribution des marchés. Ce délai est anormalement long et n'est pas en phase avec les exigences de célérité et d'efficacité dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics.

- Le contrôle de l'exécution de ce marché a permis de noter un retard dans la livraison des travaux censés être exécutés dans un délai de soixante jours à compter de la date de notification de l'ordre de service du 20 août 2013. La fin des travaux était par conséquent prévue le 20 octobre 2013. Nous avons noté qu'à la date du 6 décembre 2013, lesdits travaux étaient exécutés à hauteur de 32,75%. Les pénalités de retard n'ont pas été décomptées au vu des pièces du dossier de marché mis à notre disposition, en violation de l'article 134.1 du CMP aux termes duquel « à moins que le marché en dispose autrement, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur la simple confrontation de la date d'expiration des délais contractuels d'exécution et de la date de réception.

Des signes de régularisation ont été constatés sur la DRP relative à l'achat de denrées alimentaires attribuée à Seydou Samaké pour un montant de 1 500 000 F CFA TTC. En effet, le bon de commande a été établi le 02 avril 2013, alors que l'ouverture des plis était prévue le 05 Avril 2013. D'ailleurs, les deux procès-verbaux d'ouverture des plis classés dans le dossier sont datés des 06 et 08 avril 2013.

DEMANDES DE COTATIONS

Les non conformités récurrentes ci-après ont été notées dans la mise en œuvre des demandes de cotation :

- Un véritable problème d'archivage des documents a été remarqué, entraînant des difficultés de pouvoir émettre une opinion sur le respect des principes de transparence et de libre accès à la commande publique. Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n° 12783 du 26 décembre 2012, il appartient aux autorités contractantes en particulier la Cellule de Passation de Marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.
- L'examen des différentes DRP nous a permis de constater qu'un procès-verbal unique tenant lieu d'ouverture, d'évaluation et d'attribution a été établi. Cette pratique n'est pas un gage au respect du principe de transparence malgré l'allègement de la procédure pour certaines communes, tel que stipulé dans l'article 79 du CMP.
- Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas dans les dossiers qui nous ont été transmis, ce qui est constitutif d'une violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP. Nous rappelons que cette information est une formalité

essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller au respect des dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés ;

Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence ;

Se conformer à l'article 78.2 du CMP sur la notification des lettres de rejet à adresser aux différents candidats ;

Respecter les dispositions de l'article 78.3.b du CMP relatif à la transmission des marchés à la DCMP, pour publication ;

Se conformer à la Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

SECTION 5
SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Pas de tableau

SECTION 6

STATISTIQUES DES ANOMALIES

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DRP N°01/13 -	DC N°1	DC N°2	DC N°3	DC N°4	DC N°5
Nature	DRP N° 01/13 - Sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux de construction de salles de classes, réhabilitation de bâtiments en deux (02) lots : - LOT N° 1 - Construction de deux salles de classe à Soukhème et Samane ; - LOT N° 2 : Construction de deux salles de classe pour les jardins de NdiouckKood et NdiouckThiarokh	Entretien de l'éclairage public	Acquisition de fournitures scolaires	Acquisition de ciment et de fer pour de grosses réparation ponts et passerelles	Acquisition de fournitures de bureau	Coupes – récompenses et prix
Attributaires	SENEPRESS	ABDOULAYE DIOP/MBOUR	NGOR NDIAYE	SEYDOU SAMAKE		NGOR NDIAYE
Montants en F CFA TTC	Deux lots : 11 992 658 F CFA & 8 001 860 F CFA	1 498 600	825 000	1 000 000	800 000	1 000 000
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 relatif aux mentions obligatoires du contrat	✓					
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CM	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP relatif aux critères de qualifications	✓					
Violation de l'article 68 du CMP relatif aux critères de recevabilité pour l'examen préliminaire	✓					
Existence de similitudes entre les offres	✓					
Violation de l'article 78.2 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 78.3.b relatif à la	✓	✓	✓	✓	✓	✓

publication et à la notification pour information à la DCMP						
Violation des dispositions de l'article 1 de l'arrêté 12783 du 26 décembre 2012 relatif au classement et à l'archivage des documents des marchés publics	✓					

Description	DC N°6	DC N°7	DC N°8	DC N°9	DC N°10
Nature	ACHAT DE MANUEL SCOLAIRES	ACHAT DE DENREES ALIMENTAIRES	ACHAT DE CARTES DE CONTRÔLE	ACHAT DE DENREES ALIMENTAIRES	TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU
Attributaires	NGOR NDIAYE/MBOUR	SEYDOU SAMAKE		NGOR NDIAYE	
Montants en F CFA TTC	2 336 000	1 300 000	1 000 000	1 500 000	2 000 000
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CM	✓	✓	✓	✓	✓
Existence de similitudes entre les offres	✓				
Violation de l'article 78.2 du CMP relatif à l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 78.3.b relatif à la publication et à la notification pour information à la DCMP	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 1 de l'arrêté 12783 du 26 décembre 2012 relatif au classement et à l'archivage des documents des marchés publics	✓				

7. ANNEXES

7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 25 juin 2015

**Monsieur le Maire
de la Communauté
Rurale de SANDIARA**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013

Monsieur le Maire,

Nous vous prions de trouver ci-joint la version provisoire du rapport de la mission en objet pour examen en vue de la tenue d'une séance de travail, à votre convenance, au cours de la semaine du 29 juin au 3 juillet 2015.

Vos commentaires et observations sont attendus dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Maire**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye
Directeur-Associé**

7.2 REPONSES DE LA COMMUNAUTE RURALE DE SANDIARA

PAS DE REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE